
Guide du dispositif d'accompagnement des détenus au Centre Pénitentiaire de Givenich (CPG)

Version Août 2012

Le dispositif d'accompagnement a été développé avec la participation du Service Psycho-Socio-Educatif du CPG, du Service Enseignement et Formation du CPG et de l'Université du Luxembourg dans le cadre du projet EQUAL-RESET. Il a été validé en 2008 par la direction du CPG et le délégué du procureur général d'Etat.

Rédaction initiale : Jean-François Schmitz (SPSE-CPG), Claude Haas (Université du Luxembourg)

Rédaction de la version actualisée : Jean-François Schmitz (Service Psycho-Socio-Educatif, CPG)

Table des matières

1.	Introduction	p.4
2.	Objectifs	p.5
3.	Raisons d'être du dispositif	p.5
4.	Le parcours d'insertion sociale au CPG	p.8
5.	Eléments principaux du dispositif	p.11
6.	Atouts actuels	p.14
7.	Limites et pistes d'action	p.15
8.	Bibliographie	p.17
9.	Annexes	p.19

1. Introduction

Il est aujourd'hui reconnu, et bien documenté, que la majorité des détenus ont des problèmes psychosociaux multiples se caractérisant notamment par un parcours scolaire accidenté, une expérience de travail limitée et des problèmes de santé (Gillis, 2000; Social Exclusion Unit, 2002). En plus, la plupart des détenus présentent des facteurs criminogènes qui limitent leur intégration sociale durable (Andrews & Bonta, 2006). La population des détenus du Centre Pénitentiaire de Givenich (CPG) ne constitue pas une exception à cet égard¹.

Outre ces caractéristiques, qui ne distinguent pas la population du CPG de manière significative de celle d'autres prisons en Europe, il y a lieu de relever la grande hétérogénéité des profils criminologiques des personnes séjournant au CPG: du détenu condamné à des peines très courtes pour vol à l'étalage au détenu condamné à une peine à perpétuité pour motif de meurtre avec préméditation, tous les cas peuvent se présenter.

Afin de mieux répondre aux besoins des détenus en matière d'insertion sociale et professionnelle, le personnel du CPG a pris en 2004 l'initiative de soumettre un projet dans le cadre du programme d'initiative communautaire EQUAL, qui permet depuis 2001 d'« *expérimenter de nouveaux moyens de lutte contre les discriminations et inégalités dont peuvent être victimes les personnes ayant un travail et celles qui cherchent un emploi* » (Commission des communautés européennes, 2003a)².

Les objectifs initiaux du projet EQUAL-RESET (Réinsertion Économique et Sociale des détenus par l'Éducation et le Travail) ont été d'améliorer la préparation de la sortie des détenus en augmentant leur employabilité par l'éducation et la formation professionnelle et en développant une plate-forme de coordination et d'échanges entre services internes et externes. Parmi les activités prévues figurent notamment le développement de curricula pour les besoins de la formation dans les ateliers, l'implantation d'un bilan de compétences pour les détenus ainsi que la création d'une plate-forme d'échanges et d'un pool de patrons.

Le projet a finalement débouché sur une ré-conceptualisation intégrale du dispositif d'accompagnement existant. Ceci a été rendu possible grâce au partenariat de développement national³ regroupant le CPG, l'Université du Luxembourg, le Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle, l'Administration de l'Emploi, la Chambre du Commerce, la Chambre des Métiers et la Chambre de l'Agriculture.

Ce document vise à présenter le dispositif d'accompagnement des détenus tel qu'il a été repensé dans le cadre du projet EQUAL-RESET et développé depuis janvier 2009 suite aux premières expériences pratiques sur le terrain.

¹ Les statistiques descriptives présentées en annexes reposent sur les données relevées fin 2005 par l'Université du Luxembourg dans le cadre du projet EQUAL-RESET (Baumann et al., 2006).

² EQUAL constitue une partie intégrante de la stratégie européenne pour l'emploi lancée lors du sommet de Luxembourg en 1997 pour doter d'un cadre pratique la stratégie européenne du marché du travail (Commission des communautés européennes, 2003b).

³ Le partenariat est une des idées maîtresses d'EQUAL. Les initiateurs d'un projet sont obligés de conclure un partenariat de développement national (PDD) ainsi qu'un partenariat de coopération transnationale (PCT). Le PCT a regroupé six projets partenaires du Portugal, de l'Allemagne, de l'Espagne, de la France, de l'Italie et du Luxembourg dans le cadre du projet EQUAL-PRIMA.

2. Objectifs

Le dispositif d'accompagnement s'inscrit dans le cadre de la « *loi du 27 juillet 1997 portant réorganisation de l'administration pénitentiaire* » et du « *règlement grand-ducal du 24 mars 1989 concernant l'administration et le régime interne des établissements pénitentiaires* ».

Il a comme objectifs généraux de contribuer à la prévention de la récidive⁴ et l'intégration sociale des détenus.

L'objectif spécifique du dispositif est de créer un cadre conceptuel et opérationnel cohérent décrivant le travail d'accompagnement des détenus au CPG et permettant aux différents intervenants professionnels de coopérer de manière à assurer un traitement pénologique de qualité. A cette fin, la complémentarité des interventions des différents intervenants professionnels, y compris ceux qui ne travaillent pas dans le cadre de l'exécution de la peine, est une nécessité absolue. Les interventions des différents intervenants professionnels doivent se faire selon une logique d'action commune et garantir une cohérence et une continuité temporelle au niveau des offres d'accompagnement. Les échanges réguliers entre les intervenants professionnels doivent garantir un maximum de transparence entre partenaires et vis-à-vis des détenus.

3. Raisons d'être du dispositif

3.1. La nécessité d'un cadre conceptuel partagé par les intervenants professionnels

Afin d'atteindre les objectifs décrits il est important que les différents intervenants professionnels puissent se référer à un cadre conceptuel commun. Ce dernier se base sur les valeurs importantes au CPG (cf. principes directeurs décrits dans le code pénitentiaire, 2006, ainsi que flyer du projet EQUAL-RESET, 2007) et vise à offrir aux détenus un traitement pénologique⁵ de qualité en respectant les critères de qualité décrits par LÖSEL & BENDER (1997) :

1. Un cadre institutionnel clairement structuré
2. Le développement d'un climat institutionnel favorable au traitement
3. La sélection, la formation et la supervision efficace du personnel
4. Un concept d'accompagnement des détenus bien fondé au niveau théorique
5. La réalisation de l'intégrité du traitement
6. Des diagnostics dynamiques
7. Le respect du principe du risque, des besoins et de la réceptivité⁶
8. Le développement de facteurs de protection chez les détenus
9. La prévention de la récidive et le suivi post-pénitentiaire

⁴ Ou au moins de contribuer à diminuer l'espace-temps entre deux infractions pénales ou la gravité de celles-ci.

⁵ Cf. note interne : « Traitement pénologique : le travail des agents SPSE et SCAS »

⁶ Le modèle R-N-R (Risk-Need-Responsivity) d'Andrews & Bonta (2006)

3.2. La nécessité d'un cadre opérationnel partagé par les intervenants professionnels

Il ne suffit pas que les intervenants professionnels partagent les mêmes valeurs et les mêmes bases théoriques pour que le traitement pénologique offert aux détenus réussisse. Il est également important que les services se spécialisent et que les différents intervenants sachent qui remplit quels rôles. La définition des prestations des services doivent être précisée afin d'éviter les conflits de rôles et les doubles emplois. En d'autres termes, les intervenants doivent savoir « qui fait, quoi, quand, comment et pourquoi ? », d'où l'importance d'un échange permanent sur le cas du détenu. Une coordination des différentes interventions à l'égard du détenu doit être réalisée pour éviter le risque d'une expérience fragmentée des prestations pour le détenu (Patridge, 2004)⁷. Le rôle de coordination incombe à l'agent SPSE.

Une telle manière de concevoir l'accompagnement des détenus est absolument nécessaire pour garantir une cohérence logique et une continuité temporelle au niveau des mesures proposées au détenu. Si celles-ci ne sont pas garanties le détenu se percevra comme un objet pris entre des luttes de pouvoir entre services, comme un être humain mal compris ou non pris au sérieux dans ses efforts. Les conséquences possibles sont soit sa démotivation soit son utilisation perverse du système pour ses comptes personnels.

3.3. L'importance d'un traitement pénologique individualisé

Pour garantir un traitement efficace les intervenants professionnels doivent prendre en compte la situation psychosociale et criminologique de chaque détenu pour offrir des interventions indiquées à chaque cas particulier. Le traitement pénologique doit donc être individualisé et basé sur une stratégie différentielle de traitement.

Voilà pourquoi, à la base du traitement pénologique offert au CPG se trouve un travail d'assessment systématique permettant d'orienter le détenu vers les mesures adaptés à ses besoins.

Le choix des mesures parmi les propositions d'accompagnement faites par les différents intervenants professionnels est réalisé par le détenu suite à une discussion avec son agent SPSE et fixé par écrit dans une convention d'accompagnement⁸. La marge de liberté offerte au détenu permet de le responsabiliser pour son parcours d'intégration sociale et de le motiver à s'engager⁹.

Au fil de son séjour au CPG, l'évolution du détenu est analysée par les différents intervenants professionnels et les adaptations utiles au niveau de son traitement pénologique sont faites (« avenants à la convention d'accompagnement »).

⁷ Cf. le concept de « Säulenproblematik » décrit dans la littérature socio-pédagogique.

⁸ Appelé « Convention Volontaire d'Intégration » après le vote du projet de loi concernant l'administration pénitentiaire.

⁹ Le détenu peut être contraint suite à une décision des autorités compétentes à participer à ces mesures.

3.4. L'importance du recours à des méthodes et des programmes d'accompagnement expérimentés

Afin de garantir un traitement pénologique de qualité il est important de recourir à des méthodes et des programmes d'accompagnement qui ont fait leur preuve. Tel est le cas pour l'Accompagnement Personnalisé et pour les programmes d'accompagnement implantés au CPG. Ces derniers ont été notamment développés sur base des expériences de travail des différents services du CPG (« practice based treatment ») et des résultats des recherches récentes menées en criminologie (« evidence based treatment »).

Les recherches montrent que les détenus ayant participé à des programmes de traitement commettent moins de récidives que les détenus n'ayant pas participé à des programmes (Gendreau et al., 1996). Elles indiquent qu'un effet de traitement d'environ 10% paraît être établi (Lösel, 1995a, cité in Steller & Volbert, 1997; Egg et al., 1998, cités in Rehn et al., 2001)¹⁰. Ainsi donc, elles infirment la célèbre thèse de Martinson du « Nothing works ! » des années septantes.

Les recherches soulignent en plus que certains programmes de traitement pénologique sont plus efficaces que d'autres. Ainsi, l'effet de traitement augmente au cas où les programmes présentent certaines caractéristiques. Des programmes multimodaux, structurés, à visée éducative, fondés sur des concepts théoriques, basés sur une approche cognitivo-comportementale (mais pas exclusivement) ont des effets supérieurs à des programmes qui sont peu structurés, à un suivi social non spécifique, à des mesures dissuasives (p.ex. boot camps) ou à des mesures de diversion sans interventions psychosociales (p.ex. peine d'emprisonnement sans suivi social).

Il est important d'organiser les offres des différents programmes d'une manière cohérente et de garantir la continuité des offres. Le détenu doit comprendre l'indication à la base de son orientation vers une offre d'un programme et le processus d'accompagnement doit être le plus transparent possible afin qu'il puisse s'engager consciemment dans son parcours d'intégration sociale.

Les études mettent également en évidence qu'un traitement inadéquat peut augmenter le risque de récidive (Lösel, 1997b, Rice et al. 1992, cités in Steller & Volbert, 1997). Ainsi, des études réalisées sur des groupes de détenus présentant un score élevé de « psychopathy » montrent que des traitements qui ne se basent pas sur des facteurs criminogènes et qui sont peu structurés augmentent le risque de récidive.

Il est donc opportun de réfléchir sur l'indication, voir la contre-indication, du traitement offert à un détenu. Le traitement doit être individualisé et différencié. L'agent SPSE, comme tous les autres intervenants professionnelles aussi, doit donc se poser les questions suivantes :

- « Quelles sont les mesures indiquées pour un détenu particulier dans quel setting et à quel moment de son parcours d'insertion social ? »
- « Quelles offres risquent d'aggraver le pronostic social auprès de ce détenu ? »

10 Des études récentes montrent que cet effet de traitement peut être plus élevé encore (Marshall et al., 2006 ; Hanson et al., 2002 ; Lösel et Schmucker, 2005 ; Urbaniok et Endrass, 2011).

En fonction de l'analyse des besoins du détenu, l'agent SPSE discute les propositions d'accompagnement indiquées avec le détenu et il aide ainsi ce dernier à faire un choix raisonnable.

3.5. L'importance de travailler sur les besoins des détenus

Les tenants du modèle du R-N-R (Andrews et Bonta, 2006) soulignent l'importance de travailler sur les besoins criminogènes des détenus pour diminuer le risque de récidive. Ils citent notamment les besoins suivants :

- les cognitions (valeurs, attitudes, croyances, rationalisations, etc.) qui sont en relation avec le comportement délictueux/criminel ;
- les éléments de la personnalité (faible maîtrise de soi, violence, etc.) ;
- les relations interpersonnelles jouant un rôle de soutien social immédiat du comportement délictueux/criminel ;
- une gestion peu adaptée du temps de loisirs;
- une dépendance aux substances psychotropes.

Les tenants du «Good lives model » (Ward et al., 2009) estiment qu'il ne faut pas seulement travailler sur les facteurs criminogènes, mais qu'il faut aussi prendre en compte les besoins et les buts spécifiques des détenus.

Le dispositif d'accompagnement mis en place au CPG tient compte des apports de ces deux modèles.

4. Le parcours d'intégration sociale au CPG

Le dispositif d'accompagnement des détenus se situe dans le cadre du parcours d'intégration sociale des détenus décrit ci-dessous.

Le séjour du détenu au CPG sert de préparation à son intégration sociale future. Le parcours est rythmé par cinq phases :

La phase d'adaptation (phase 1) sert essentiellement à aider le détenu à bien s'adapter au CPG, à l'établissement d'une relation professionnelle de travail et à l'orientation du détenu vers les différents programmes d'accompagnement sur base du bilan SPSE initial¹¹ présenté et discuté au sein de la réunion d'équipe du SPSE-CPG. Cette phase dure environ un mois et se termine idéalement par la signature d'une convention d'accompagnement.

¹¹ Les différents bilans SPSE sont conservés au SPSE-CPG et appartiennent exclusivement au SPSE-CPG. Il s'agit de documents de travail de l'agent SPSE lui permettant de préparer les rapports officiels.

Les phases suivantes sont réservées à la participation du détenu aux mesures des différents programmes. La durée des phases varie notamment en fonction des besoins des détenus. A la fin de chaque phase un bilan SPSE intermédiaire est dressé par l'agent SPSE. Comme le bilan initial ces bilans sont aussi présentés et discutés au sein de la réunion d'équipe du SPSE-CPG.

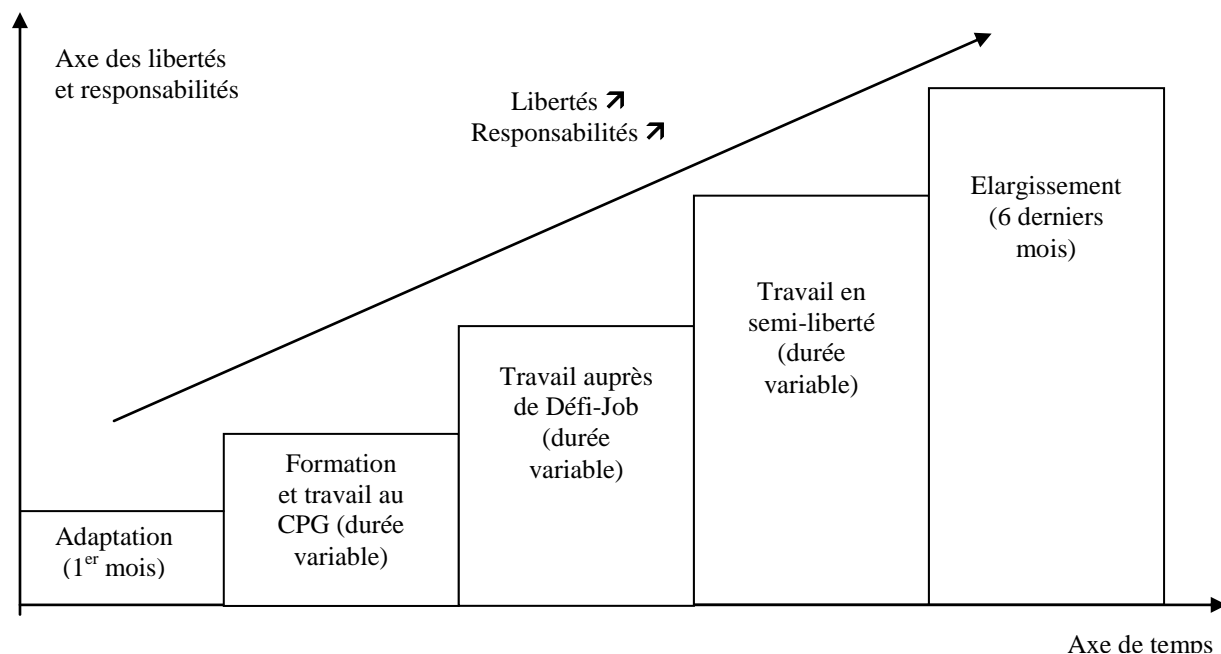
Lors de la deuxième phase, appelée **phase de formation et de travail** au CPG, le détenu continue à travailler dans un atelier du CPG. Il participe en plus aux mesures qu'il a choisies et qui sont indiquées dans sa convention d'accompagnement. L'agent SPSE soutient et motive le détenu à profiter au maximum de son séjour au CPG pour travailler sur ses besoins et développer ses compétences.

Pendant la troisième phase, dénommée **phase de travail auprès de Défi-Job**, le détenu travaille auprès de Défi-Job¹², soit au niveau de l'équipe autonome soit auprès d'un patron du 1er marché de l'emploi.

A la quatrième phase, appelée **phase de travail en semi-liberté**¹³, le détenu se met à la recherche d'un emploi pour travailler à l'extérieur de la prison. L'agent SPSE réalise à ce moment le job coaching du détenu. Une fois qu'il a trouvé un patron il sort régulièrement de prison pour aller travailler et rejoint seulement la prison pour son temps de loisirs et pour dormir.

La cinquième phase, dite **phase d'élargissement**, débute six mois avant la fin de l'élargissement du détenu¹³. Cette phase sert à préparer activement la transition entre la vie en prison et la vie « après la sortie de prison ». L'agent SPSE veille à ce que les détenus qui ont le besoin aient un contact avec un intervenant professionnel du secteur psychosocial pour l'aider à gérer cette phase difficile de leur vie. A la fin du séjour au CPG, l'agent SPSE rédige un bilan SPSE final et le discute avec le détenu. Cette rencontre permet d'analyser avec le détenu les progrès qu'il a fait pendant son séjour au CPG et de lui fournir encore que quelques derniers conseils précieux pour les premiers mois de sa sortie.

Schéma 1 : Le parcours d'intégration sociale en 5 phases du détenu au CPG



¹² Cf. Programme Emploi et Employabilité pour les phases 3 et 4

¹³ Soit l'élargissement est prévu à la fin de la peine, soit l'élargissement avant la fin de la peine endéans 6 mois.

Les phases successives sont associées à des degrés de libertés et de responsabilités croissantes. Il existe de fortes disparités dans la durée des différentes phases d'un détenu à l'autre. Le schéma ci-dessous représente le parcours¹⁴.

Le tableau ci-dessous reprend les cinq phases du parcours d'insertion sociale du détenu au CPG en les commentant brièvement.

Tableau 1 : Phases du parcours d'insertion sociale au CPG

Phases	Désignation	Commentaire
1.	Phase d'adaptation (1 ^{er} mois)	<ul style="list-style-type: none">- Accueil du détenu- Travail en atelier- Assessments initiaux- Bilan SPSE initial- Développement du projet d'intégration sociale- Signature de la convention d'accompagnement
2.	Phase de formation et de travail au CPG (durée variable)	<ul style="list-style-type: none">- Travail en atelier- Participation éventuelle à d'autres mesures- Assessments intermédiaires- Bilans SPSE intermédiaires
3.	Phase de travail auprès de Défi-Job (durée variable)	<ul style="list-style-type: none">- Travail auprès de Défi-Job- Participation éventuelle à d'autres mesures- Assessments intermédiaires- Bilans SPSE intermédiaires
4.	Phase de travail en semi-liberté (durée variable)	<ul style="list-style-type: none">- Travail en semi-liberté- Participation éventuelle à d'autres mesures- Assessments intermédiaires- Bilans SPSE intermédiaires
5.	Phase d'élargissement (6 derniers mois du séjour)	<ul style="list-style-type: none">- Préparation de la transition Prison - Vie à l'extérieur de la prison- Bilan SPSE final

¹⁴ Les détenus dont la durée de séjour est inférieure ou égale à 6 mois entrent immédiatement dans la phase d'élargissement, de même ceux qui ont une contrainte par corps ou qui purgent une peine par fractionnement. Des sauts de phases sont possibles. Ainsi, il peut arriver qu'un détenu passe directement de la phase 2 à la phase 4 ou de la phase 3 à la phase 5.

D'une manière générale, la progression du détenu dans son parcours d'intégration sociale est conditionnée par :

- la situation psychosociale et criminologique du concerné;
- le niveau estimé du risque de récidive ;
- les délais légaux au niveau de l'exécution de la peine¹⁵ ;
- la structuration de l'espace-temps du détenu en fonction de la durée de la peine¹⁶ et de la durée du séjour prévu au CPG.

5. Eléments principaux du dispositif

D'un point de vue structurel, le dispositif comprend deux éléments principaux. D'un côté, la mise en place d'un Accompagnement Personnalisé, qui vise, entre autres, à garantir la cohérence logique et la continuité des interventions menées à l'égard des détenus et d'un autre côté l'implantation de programmes d'accompagnement regroupant des offres d'accompagnement adaptées aux besoins des détenus. Une description générale de ces deux éléments est fournie dans les chapitres (5.1.) et (5.2). Une présentation détaillée se trouve dans le « guide de l'Accompagnement Personnalisé » ainsi que dans les « guides spécifiques des programmes d'accompagnement ».

5.1. L'Accompagnement Personnalisé

Chaque détenu est accompagné pendant son séjour au CPG par un agent SPSE¹⁷ travaillant selon la méthode de l'Empowerment Case Management. L'agent SPSE a différentes missions à accomplir :

- Travail d'accompagnement sociopédagogique ;
- Travail de consultation par rapport à des difficultés particulières à la vie en prison;
- Job coaching;
- Discussion avec le détenu concernant les infractions pénales commises par ce dernier.

L'agent SPSE coopère étroitement au niveau du traitement pénologique avec l'agent de probation du Service Central d'Assistance Sociale (SCAS). Tandis que l'agent SPSE intervient seulement lors de la période de détention du détenu, l'agent de probation continue le suivi de probation du détenu élargi sous conditions (suspension de peine avec ou sans surveillance électronique, libération conditionnelle, sursis probatoire). Les modalités de cette collaboration entre les agents SPSE/SCAS ont été arrêtées dans une note interne de 2004¹⁸.

¹⁵ Loi du 26 juillet 1986 relative à certains modes d'exécution des peines privatives de liberté et article 100 du code pénal concernant la libération conditionnelle

¹⁶ Ainsi, par exemple, l'expérience des agents SPSE montre qu'il n'est pas opportun qu'un détenu travaille trop longtemps en semi-liberté.

¹⁷ L'agent SPSE est soit un psychologue, soit un assistant social soit un éducateur (gradué ou diplômé) du Service Psycho-Socio-Educatif (SPSE) du CPG. A côté de leur mission d'agent SPSE, les agents remplissent encore les missions liées à leurs fonctions spécifiques.

¹⁸ Cf. note interne : « Traitement pénologique: le travail des agents SPSE/SCAS »

5.2. Les programmes d'accompagnement

Un programme d'accompagnement peut être défini comme un ensemble structuré d'offres d'accompagnement (mesures) visant le développement de ressources (personnelles, sociales, matérielles, ...), la réduction de déficits ainsi qu'une meilleure gestion des difficultés des détenus dans un domaine de vie (emploi, formation, santé, logement,...).

Le dispositif d'accompagnement comprend actuellement cinq programmes dans les domaines de l'emploi, de l'enseignement et de la formation, de la toxicomanie, des compétences de vie et de la prévention de la récidive et de la violence (voir encadré 1).

Encadré 1 : Les 5 programmes du dispositif d'accompagnement du CPG

- Programme « DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES DE VIE »
- Programme « EMPLOI ET EMPLOYABILITE »
- Programme « ENSEIGNEMENT ET FORMATION »
- Programme « ACCOMPAGNEMENT PSYCHOCRIMINOLOGIQUE »
- Programme « TOX »*

*Le programme TOX n'a pas été développé dans le cadre du projet EQUAL-RESET, mais dans le cadre d'une convention conclue entre le Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique et le Ministère de la Justice.

Les programmes sont structurés comme suit. Chaque programme comprend trois axes prioritaires regroupant un ensemble d'offres d'accompagnement (mesures) :

- le premier axe regroupe des mesures spécifiques vers lesquelles les détenus sont orientés par les intervenants professionnels et des mesures accessibles à tous les détenus et choisies par ceux-ci en fonction de leurs intérêts ;
- le second axe comprend les entraînements spécifiques;
- le troisième axe comprend des mesures visant la mise en place d'une collaboration avec des acteurs-clés externes.

A côté de ces programmes, il existe d'autres mesures comme, par exemples, la prise en charge psychiatrique du Service Médico-Psychologique Pénitentiaire (SMPP) ou le soutien moral et spirituel offert par l'aumônerie. Il est évident que l'agent SPSE doit coopérer étroitement avec ses services dans un souci de cohérence et de continuité des offres proposées au détenu.

5.3. L'orientation vers les programmes

L'orientation vers les programmes d'accompagnement se base sur un système d'assessment¹⁹. Dès son admission au CPG, le détenu participe à une série d'assessments. Le tableau ci-dessus indique quel agent est responsable de quel assessment.

Tableau 2 : Agents responsables de l'élaboration d'un assessment spécifique

Assessment	Agent responsable
Psychocriminologique	Agent SPSE
Situation de vie	Agent SPSE
Compétences de vie	Agent SPSE
Employabilité	Agent SPSE
Compétences de travail en atelier	Chef d'atelier ²⁰
Sports et Loisirs	Moniteur de sport du SPSE-CPG
Compétences scolaires	Chargé d'éducation du SEF
Tox ²¹	Intervenant de l'équipe Tox

Les assessments sont ensuite analysés par l'agent SPSE. Après cette phase de recueil de données et d'analyse du cas (Einschätzung und Abklärung), l'agent SPSE développe ensemble avec le détenu le projet d'intégration sociale de ce dernier (Integrationsprojekt), propose les mesures adéquates et établit avec le détenu sa convention d'accompagnement (contrat volontaire d'intégration). Il traduit les mesures retenues dans le plan d'action (Massnahmenplan).

Au cas où le détenu refuse de signer la convention, il ne pourra pas participer aux mesures adaptées à son cas. Dans tous les cas l'agent SPSE essaiera de motiver le détenu à profiter au maximum de son séjour au CPG.

La convention peut être revue à tout moment sous forme d'avenants à la convention. Le détenu qui a refusé de signer la convention pourra à tout moment revoir sa décision.

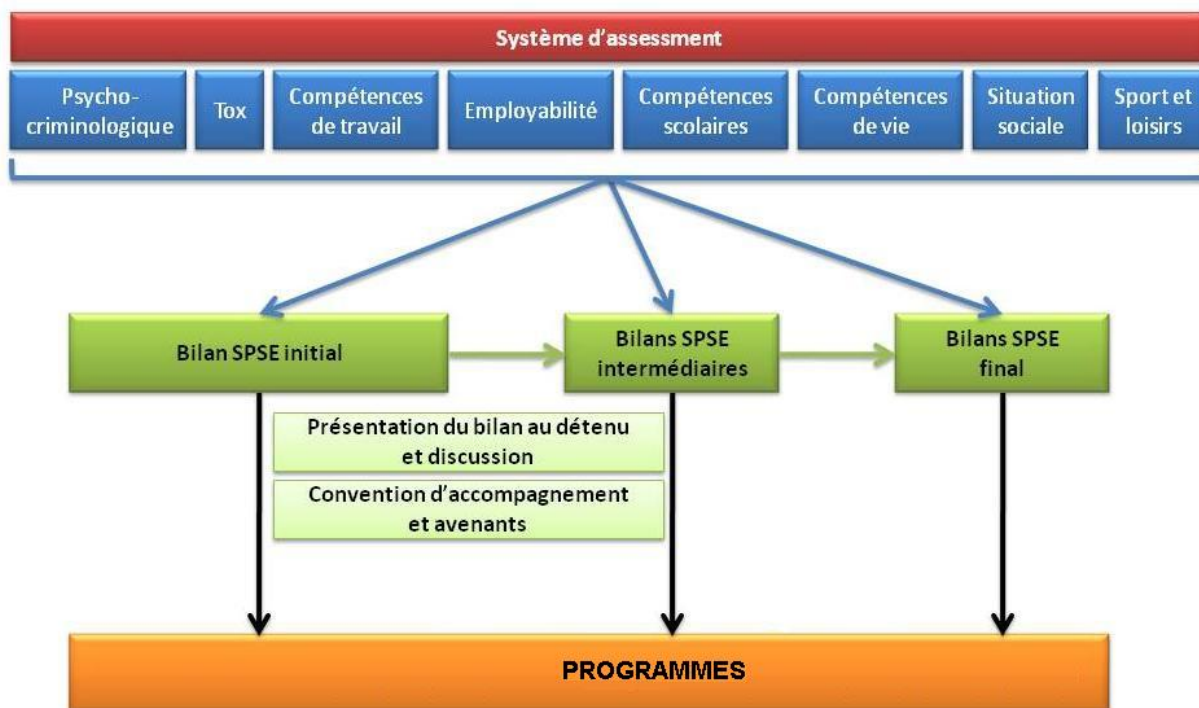
¹⁹ Brodsky and Smitherman (1983) définissent l'assessment comme suit : « *Assessment is the process of gathering information necessary for making informed decisions about a client, and involves the testing of hypotheses leading to the formation of a model of the client's problems. Psychological assessment is usually distinguished by its reliance on objective methods of data collection and hypothesis testing in the form of tests, ratings, or structured observations. In a penal context, assessment is undertaken primarily for purposes of classification and treatment planning or evaluations for parole, and there is now a wide range of procedures of specific relevance to offenders* ».

²⁰ Le chef d'atelier réalise cet assessment ensemble avec l'agent SPSE.

²¹ L'assessment TOX est seulement réalisé lorsque le détenu présente ou a eu un problème d'abus ou de dépendance aux substances psychotropes et quand il n'a pas participé à un suivi thérapeutique en individuel auprès d'un intervenant professionnel de l'équipe TOX.

Au fil du séjour du détenu au CPG, des assessments réguliers sont réalisés par les différents intervenants professionnels pour documenter l'évolution du détenu. Ceci est notamment le cas au moment des changements de phases (défi-job ; semi-liberté ; élargissement). Les informations sont recueillies par l'agent SPSE au niveau du document « Déroulement du plan d'action » (Verlauf der Massnahmen).

Schéma 2 : Orientation des détenus vers les programmes d'accompagnement



5.4. Relations entre Accompagnement Personnalisé et programmes d'accompagnement

D'un côté, l'assessment et l'analyse des besoins et des ressources réalisés par l'agent SPSE dans le cadre de l'Accompagnement Personnalisé est à la base de l'orientation du détenu vers les programmes. D'un autre côté, l'assessment et l'analyse (à l'exception de l'assessment initial) sont alimentés par les informations issues de la participation du détenu aux programmes. La convention d'accompagnement est adaptée en fonction de l'évolution du détenu.

6. Atouts actuels

L'efficacité d'un dispositif d'accompagnement est généralement liée à la présence d'un certain nombre de conditions, comme par exemple la qualité des infrastructures et ressources matérielles. Ces dernières sont actuellement excellentes. En effet, les détenus sont tous logés dans des chambres individuelles. Environ un quart des détenus peuvent vivre dans des pavillons communautaires. Les infrastructures de travail pour leur part ont été complètement mises à neuf au cours des dernières années. Par contre, les facteurs suivants doivent être considérés comme des limites au fonctionnement actuel du dispositif et, par conséquent, comme des enjeux majeurs pour l'avenir.

7. Limites actuelles et pistes d'action

7.1. Le développement d'une culture de travail partagée par tous les services du CPG

Les recherches menées sur les conditions d'efficacité des programmes de traitement (Andrews, 2000 ; Hollin, 1999) mettent en évidence la nécessité de disposer d'un corps de valeurs et de règles de comportement communes entre professionnels appartenant à différents services (isomorphisme des pratiques). Une telle culture de travail partagée, basée notamment sur le principe-clé de l'empowerment, doit être promue davantage.

7.2. Le renforcement des effectifs des services du CPG pour offrir toutes les actions des programmes

Le projet EQUAL-RESET a permis d'élargir de manière considérable l'éventail des réponses du SPSE aux besoins (criminogènes ou autres) des détenus, en particulier par l'implantation de trois entraînements spécifiques (cf. axe 2 des programmes Emploi et Employabilité ; Psychocriminologique ; Développement des compétences de vie). Afin que les détenus puissent profiter au maximum de ces offres dans un délai raisonnable, le recrutement de trois nouveaux collaborateurs pour les besoins du SPSE s'avère indispensable. Notant encore qu'il faudrait engager un préposé pour le Service Economique ou trouver parmi le personnel présent un agent qui peut assurer cette fonction.

7.3. La promotion de la qualification du personnel par la formation continue

Les premières expérimentations du nouveau dispositif ont mis en évidence la nécessité d'offrir une formation continue notamment dans les domaines de l'animation de groupes, des techniques motivationnelles, de la pédagogie des adultes, des théories criminologiques et de la psychopathologie. Quelques formations ont pu être offertes aux agents SPSE, aux chargés d'éducation ainsi qu'aux chefs d'ateliers dans le cadre du projet EQUAL-RESET. L'administration pénitentiaire a d'ailleurs réalisé des efforts considérables ces dernières années pour mieux former son personnel, mais ces formations ne sont pas assez spécifiques.

7.4. L'implantation d'un système de suivi informatisé

Les recherches menées sur les conditions d'efficacité des programmes de traitement suggèrent par ailleurs la mise en place d'un mécanisme de suivi des interventions, afin de garantir notamment l'intégrité²² des programmes (Andrews, 2000 ; Hollin, 2004). Or, le CPG ne dispose actuellement pas d'instrument informatisé permettant de tracer de manière systématique les parcours des détenus dans le dispositif d'accompagnement. La description des programmes devrait constituer une première base pour le développement d'un tel mécanisme. A la longue, le management de la qualité devrait viser l'implémentation d'un instrument de qualité tel que l'EFQM.

²² La notion d'intégrité se rapporte notamment au fait que les activités des programmes sont implantées et menées ainsi qu'elles ont été planifiées et conçues (Motiuk, 2000).

7.5. La continuité dans l'accompagnement entre le CPL et le CPG

Le projet EQUAL-RESET a permis de conceptualiser autrement le travail d'intégration sociale mené au CPG. Il se base dorénavant sur des bases largement inspirées des résultats de la recherche scientifique sur l'efficacité des programmes pénitentiaires. Comme la majorité des détenus du CPL seront transférés au CPG, la problématique de la continuité des activités d'intégration entre les deux établissements pénitentiaires est primordiale.

Concrètement, il faudrait faire reposer l'ensemble du système pénitentiaire sur une conception intégrée de la (ré-) insertion pour créer un continuum d'accompagnement du CPL au CPG vers la vie en communauté. La mise en place d'une telle stratégie de type « going straight through » (Social Exclusion Unit, 2002) nécessitera la définition des fonctions et des rôles des différents acteurs internes et externes dans une logique de travail en réseau et d'équipe interdisciplinaire.

Ce travail est actuellement réalisé par M. BÜHLMANN (expert-consultant) avec les différents groupes de travail dans le cadre des réformes de l'administration pénitentiaire et de l'exécution des peines.

7.6. La continuité dans l'accompagnement au moment de la transition de la prison vers la vie après la sortie de prison

Il est très important de bien préparer la phase de transition. Différentes études montrent que pendant les 12 premiers mois après la sortie de prison le taux de récidive est très élevé. La limite actuelle est à nouveau une question d'effectif tant au niveau des intervenants psychosociaux qu'au niveau des agents de probation.

8. Bibliographie

Andrews, D. A. (2000). Principes des programmes correctionnels efficaces. In : Motiuk, L., Serin, R. (dir.). Compendium 2000 des programmes correctionnels efficaces. In : http://www.csc-scc.gc.ca/text/rsrch/compendium/2000/chap_2-fra.shtml ; 10.9.2008

Andrews, D. A. & Bonta, J. (2006). The psychology of criminal conduct. Cincinnati, Ohio.

Baumann, M., Haas, C., Amara, M. E., Le Bihan, E. & Lemal, A. (2006). Rapport FSE projet EQUAL-RESET: Action 2, diagnostic de la situation. Université du Luxembourg, Centre Pénitentiaire de Givenich.

Brodsky, S.L. & Smitherman, H.O. (1983). Handbook of Scales for Research in Crime and Delinquency. New York:Plenum. In: Blackburn, R. (2002). The psychology of criminal conduct. Theory, research and practice. Chichester : Wiley

Commission des communautés européennes (2003a). L'avenir de la stratégie européenne pour l'emploi (SEE) : Une stratégie pour le plein emploi et des emplois de meilleure qualité pour tous. In: http://europa.eu/eurlex/fr/com/pdf/2003/com2003_0006fr01.pdf ; 6.7.2008

Commission des communautés européennes. (2003b). Lignes directrices du second tour de l'initiative communautaire EQUAL concernant la coopération transnationale pour la promotion de nouvelles pratiques de lutte contre les discriminations et inégalités de toute nature en relation avec le marché du travail. In : http://europa.eu/eur-lex/fr/com/cnc/2003/com2003_0840fr01.pdf; 6.7.2008

Egg, R., Kälberer, R., Specht, F. & Wischka, B. (1998). Bedingungen der Wirksamkeit sozialtherapeutischer Massnahmen. Zeitschrift für Strafvollzug und Straffälligenhilfe, 47, 348-351. In: Rehn, G., Wischka, B., Lösel, F. & Walter, M. (2001). Behandlung "gefährlicher Straftäter": Grundlagen, Konzepte, Ergebnisse. Herbolzheim: Centaurus Verlag

Gendreau, P. & P.Goggin C. (1996). Principles of effective programming. Forum on Corrections Research, 8, 38-41. In : Steller M./Volbert R. (1997) Psychologie im Strafverfahren. Ein Handbuch. Bern: Huber Verlag

Hanson, R.K. et al. (2002). First report of the collaborative outcome data project on the effectiveness of psychological treatment for sex offenders. Sex abuse. Apr. 14(2): 169-194, cité par www.bios.lu

Hollin, C. R. (1999). Treatment programs for offenders. Meta-analysis, "What works", and beyond. In: International journal of law and psychiatry, 22 (3): 361-372

Hollin, C. R. (2004). The essential handbook of offender assessment and treatment. London.

Lösel, F. (1995 a). The efficacy of correctional treatment: A review an synthesis of meta-evaluations. In Mc Guire, J (), What works: reducing reoffending. Chichester: Wiley.

- Lösel, F. (1997 b). Treatment and management of psychopaths. In : Steller M./Volbert R. (1997) Psychologie im Strafverfahren. Ein Handbuch. Bern: Huber Verlag
- Lösel, F. & Bender D. (1997). Straftäterbehandlung : Konzepte, Ergebnisse, Probleme. In : Steller M./Volbert R. (1997) Psychologie im Strafverfahren. Ein Handbuch. Bern: Huber Verlag
- Lösel, F. et Schmucker, M. (2005). The effectiveness of treatment for sexual offenders: A comprehensive meta-analysis. Journal of experimental criminology, 1(1): 117-146, cité par www.bios.lu
- Marshall, W.L. et al. (2006). Treating Sexual Offenders: An integrated approach. – cité par www.bios.lu
- Motiuk, L. & Serin, R. (2000), Compendium 2000 des programmes correctionnels efficaces. In : <http://www.csc-scc.gc.ca/text/rsrch/compendium/2000/index-fra.shtml> ; 10.9.2008
- Partridge, S. (2004): Examining case management models for community sentences. In: <http://www.homeoffice.gov.uk/rds/pdfs04/rdsolr1704.pdf> ; 10.9.2008
- Rice, M.E., Harris, G.T., & Cormier, C.A. (1992). An evaluation of a maximum security therapeutic community for psychopaths and other mentally disordered offenders. Law and Human Behavior, 16, 399-412. In : Steller M./Volbert R. (1997) Psychologie im Strafverfahren. Ein Handbuch. Huber Verlag. Bern
- Social Exclusion Unit. (2002): Reducing re-offending by ex-prisoners. In: http://www.gos.gov.uk/497296/docs/219643/431872/468960/SEU_Report.pdf ; 10.9.2008
- Urbaniok, F. et Endrass, J. (2011). Prävention und Opferschutz : Wirksamkeit und Kosteneffizienz spezifisch deliktpräventiver Therapieangebote zur Verhinderung von Gewalt- und Sexualstraftten, cité par www.bios.lu
- Ward, T., Collie, R.M. & Bourke, P. (2009) Models of offender rehabilitation: The Good Lives Model and the Risk-Need-Responsivity Model. In: Beech, A.R. et al.(2009) Assessment and treatment of sex offenders. Chichester: Wiley-Blackwell

9. ANNEXE

9.1. Statistiques descriptives de BAUMANN et al. (2006)

Les indications suivantes reposent sur les données relevées fin 2005 par l'Université du Luxembourg dans le cadre du projet EQUAL-RESET (BAUMANN et al., 2006) :

- le niveau de qualification de la majorité des détenus est très faible, puisque 61,1% déclarent ne pas avoir dépassé la 9^e année d'études ;
- au moment de leur incarcération 1 sur 5 détenus a été au chômage ou sans emploi;
- environ 3 sur 4 détenus disposent d'une *expérience professionnelle* (durée moyenne: 5,2 ans), avec toutefois une forte instabilité dans l'emploi (nombre moyen d'employeurs: 9,4) ;
- en ce qui concerne la consommation d'alcool, 40% des détenus déclarent en avoir régulièrement consommé dans le passé, et parmi ces personnes, 40% ont déjà eu l'impression qu'elles buvaient trop ;
- pour la consommation de drogues, 43,6% affirment en avoir consommé au cours des six derniers mois²³.

²³ Une analyse du SPSE-CPG (2008) indique qu'environ 50% des détenus séjournant au CPG ont été ou sont encore dépendants de substances psychotropes.